

## "Les ministres de l'UEO veulent renforcer leur capacité opérationnelle" dans Le Monde (14 mai 1995)

**Légende:** Le 14 mai 1995, le quotidien français Le Monde réfléchit sur les différents moyens d'assurer la défense de l'Europe et évoque la volonté des États membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) de renforcer la capacité opérationnelle de cette organisation.

**Source:** Le Monde. 14.05.1995. Paris.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"les\\_ministres\\_de\\_l\\_ueo\\_veulent\\_renforcer\\_leur\\_capacite\\_operationnelle"\\_dans\\_le\\_monde\\_14\\_mai\\_1995-fr-d0d56c1c-a36e-4bf9-969f-7b0ea03d7ff1.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 20/09/2012

## Les ministres de l'UEO veulent renforcer leur capacité opérationnelle

### La conférence de Lisbonne devrait permettre de clarifier les rôles entre Européens et Américains

Comment assurer la défense de l'Europe ? Le renforcement de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) sera l'un des thèmes majeurs du débat sur la révision du traité de Maastricht en 1996 et figurera donc en bonne place dans les premiers entretiens qu'aura le nouveau président de la République avec ses partenaires européens.

Les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union de l'Europe occidentale, qui doivent se réunir lundi 15 mai à Lisbonne, vont prendre une série de décisions visant à renforcer la capacité opérationnelle de cette organisation, qui pourrait devenir, à terme, la composante militaire de l'Union européenne. Cependant, la collaboration au niveau des états-majors, qui avait été envisagée lors du Sommet de l'OTAN en janvier 1994, n'a pu être mise en oeuvre, en raison, surtout, des réticences américaines. Ce dossier pourrait être rouvert lors de la session ministérielle de printemps de l'Alliance atlantique, prévue les 29 et 30 mai à Noordwijk, aux Pays-Bas.

Une clarification des positions est d'autant plus nécessaire que la redistribution des rôles entre Européens et Américains, entre l'OTAN et l'UEO, telle qu'elle avait été envisagée par le Sommet atlantique, en janvier 1994, n'a pas abouti. Au Sommet de Bruxelles, les Américains avaient accepté l'idée que se développe, à partir de l'UEO et en bonne entente avec l'OTAN, une capacité européenne de défense autonome. L'UEO serait ainsi à la fois le « pilier européen de l'Alliance » et le « bras armé de l'Union ». Mais le processus imaginé pour y parvenir a été bloqué en cours de route.

La modification de la « menace » à laquelle doit faire face l'OTAN depuis la disparition de l'URSS implique une modification de sa structure : il s'agit moins de se préparer à un conflit généralisé que d'être capable de « projeter » vers des territoires plus ou moins lointains, notamment pour des opérations de maintien de la paix, des forces conventionnelles très mobiles. La chaîne de commandement de l'OTAN, très lourde, doit être revue dans ce sens. C'est pourquoi le sommet avait décidé de développer le concept des CJTF (Combined joint task-force) ou, en français, GFIM (groupes de forces inter-armées multinationales). Il ne s'agit pas de rassembler des unités de différents pays de l'Alliance, mais d'identifier des éléments d'état-major intégrés relativement légers. Une réforme dans ce sens est conforme aux exigences des nouvelles missions de l'OTAN et, de ce fait, bien vue des Américains.

### LE DÉBAT S'ENLISE

Mais elle devait, de surcroît, donner à l'UEO le caractère opérationnel qui lui manque aujourd'hui, lui permettant d'intervenir pour son propre compte sur des théâtres d'opération où les Américains n'envisageaient pas d'être présents. L'UEO dispose des forces de ses États membres, ainsi que, même imparfaits, de mécanismes de décision politique. Mais il lui manque des états majors multinationaux « projetables » et rodés. L'idée était que l'OTAN puisse mettre à sa disposition ces moyens de commandement les fameux GFIM ainsi que des moyens logistiques et de renseignement.

Depuis seize mois, le débat, géré désormais par la bureaucratie militaire de l'OTAN peu favorable au changement, s'enlise, butant sur la composition des GFIM : les Européens entendent que ces états-majors soient ajustés en fonction des forces déployées sur le terrain, autrement dit qu'en cas d'interventions sous la casquette de l'UEO des généraux venant de leurs rangs y exercent les principaux commandements. Les Américains refusent. « Washington n'accepte pas que des officiers américains puissent se trouver, au sein des GFIM, sous un commandement non américain. Les Américains, dès qu'ils mettent quelques personnes sur une affaire, considèrent que c'est leur affaire. Les discussions concernant les plans d'évacuation de la Forpronu en Bosnie viennent encore de l'illustrer », commente un diplomate français. Les Européens sont divisés, ce qui n'incite pas l'administration Clinton à vaincre les réticences de ses militaires. En décembre 1994, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a fait des représentations très fermes à Washington pour regretter que les promesses du Sommet n'aient pas été tenues, mais il a été le seul à agir ainsi.

Vue de Paris ou de Bruxelles, la position allemande est jugée « réthorique, ambiguë ». Le document de la CDU de septembre 1994 plaide pour la mise sur pied immédiate d'une défense européenne, et Klaus Kinkel, le ministre des affaires étrangères, se prononce pour une intégration de l'UEO à l'Union européenne. Mais, à côté de cela, comme le note un diplomate français, les Allemands, très attachés à l'OTAN, et à ses méthodes, « sont tétanisés à l'idée de bouger ». Il faudra qu'ils se dévoilent davantage, assure-t-on.

Contrairement aux suggestions de Klaus Kinkel, les Français ne sont pas favorables à une intégration rapide de l'UEO à l'Union européenne. Certes, ils retiennent l'idée pour le long terme, ce qui les distingue des Anglais, mais estiment nécessaire de renforcer d'abord l'UEO. L'absorption de l'UEO par l'UE présente, à leur yeux, de multiples inconvénients : parvenir à un consensus à Quinze (demain à vingt ou vingt-cinq), dont quatre pays neutres, paraît extrêmement difficile, avec un risque de paralysie et, par ricochet, une tentation de retour pur et simple à l'OTAN, comme seule organisation donnant des garanties sérieuses de sécurité. Retour facilité par la présence de « membres associés » au sein de l'UEO, qui appartiennent à l'OTAN, mais pas à l'UE, à savoir la Norvège, la Turquie et l'Islande. Les Français ne souhaitent pas cette « otanisation insidieuse de l'Union européenne », alibi pour ceux qui ne veulent pas prendre de responsabilités dans le cadre européen.

#### BOUT DE CHEMIN

Ils préfèrent garder la spécificité de l'UEO et, comme préalable à la fusion avec l'Union européenne, renforcer celle-ci ainsi que des coopérations militaires concrètes comme l'Eurocorps (France, Allemagne, Belgique, Luxembourg, Espagne) ou l'Euroforce (France, Espagne, Italie, Portugal). C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre les décisions qui vont être prises par les ministres des affaires étrangères et de la défense de l'UEO à Lisbonne.

Une telle approche permet aux Français de faire un bout de chemin avec les Anglais, qui sont favorables au développement entre Européens d'une coopération concrète, au cas par cas. Un bout de chemin seulement, car les Anglais, s'ils croient opportun que l'Europe se dote de moyens autonomes rendant possibles des interventions ponctuelles, ne souscrivent pas comme les Français à l'objectif d'une défense commune.

La démarche des Français réclamera du temps. Elle leur a été imposée par l'inertie américaine, mais aussi sans doute par le sentiment grandissant que l'UEO ne pourra vraiment exister que si elle peut s'affranchir du bon vouloir de l'OTAN.

PHILIPPE LEMAITRE